20 ANS
1999 – 2019
Médiation pour la paix

“hd Centre pour le dialogue humanitaire

Centre pour le dialogue humanitaire

Une organisation de médiation de référence en Afrique francophone

Une organisation souple et discrète pour des solutions négociées aux conflits

Fondé en 1999 à Genève, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est de contribuer à prévenir, atténuer et résoudre les conflits par le dialogue et la médiation. Depuis près de 20 ans, HD contribue à la conclusion d'accords de paix dans le monde entier grâce à son accès privilégié à l'ensemble des parties ayant une influence sur les conflits. L'organisation est actuellement engagée dans plus de 40 initiatives de dialogue et de médiation menées dans plus de 25 pays. Depuis 2012, HD est un acteur de référence de la résolution des conflits en Afrique francophone.

Centre pour le dialogue humanitaire (HD)
114 rue de Lausanne, 1202 Genève, Suisse

Tél. : +41 (0)22 908 11 30
Email : info@hdcentre.org
Site internet : www.hdcentre.org/fr

Suivez HD sur Twitter et LinkedIn

https://twitter.com/hdcentre

https://www.linkedin.com/company/centreforhumanitariandialogue

Mise en page : Rosafilms

Cartographie : Stéphane Kluser (Komplo)

© 2019 – Centre pour le dialogue humanitaire
La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.

Crédits photos

Pages 1 - 22 : © Centre pour le dialogue humanitaire
Page 24 : © Reuters / Zohra Bensemra
Page 26 : © Reuters / Goran Tomasvic
Page 28 : © iStock / Siempreverde 22

Centre pour le dialogue humanitaire

Une organisation de médiation de référence en Afrique francophone

Centre
pour le dialogue
humanitaire

Sommaire

Une expertise fondée sur l'expérience 6

Sahel : Les communautés, clé de voûte de l'architecture de médiation ... 10

Médiation et appui au processus de paix – Mali 12

Médiation du redéploiement de l'Etat à Mopti et Ségou – Mali 14

Médiation intercommunautaire à Diffa – Niger 16

Médiation dans la région des trois frontières – Mali, Burkina Faso & Niger 18

Médiation agro-pastorale au Sahel 20

Dialogue jeunesse au Sahel 22

Cameroun : Médiation entre Gouvernement du Cameroun et indépendantistes anglophones 24

Centrafrique : Médiation et appui au processus de paix 26

Sénégal : Médiation et appui au processus de paix en Casamance 28

Une expertise fondée sur l'expérience

HD offre en Afrique francophone cinq types de services :

- **La médiation d'accords politiques** : au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Sénégal, au Cameroun et en République centrafricaine (RCA), HD officie en qualité de médiateur, facilitateur ou intermédiaire neutre dans le cadre de processus de négociation politique. HD a notamment été l'une des chevilles ouvrières du Pacte républicain de Bangui qui a marqué la fin officielle des hostilités en RCA en 2015, puis d'un accord entre deux groupes armés en conflit à Bouar en 2018 ou encore de l'Accord pour la paix et la réconciliation en Centrafrique en appui à l'équipe de facilitation de l'Union Africaine en 2019. HD a également présidé à la conclusion d'accords de paix, tels qu'entre les communautés Peulhs et Dogons dans la région de Mopti en 2018, et d'accords humanitaires, notamment entre agriculteurs, éleveurs et chasseurs du cercle de Djenné en 2019.
- **La médiation d'accords de partage des ressources naturelles** : aux frontières de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad, HD gère un large programme de résolution de conflits entre communautés pastorales et agricoles. Un réseau de plus de 1'500 médiateurs résout chaque année une centaine de conflits relatifs à la transhumance, à l'accès aux points d'eau et aux pâturages ainsi qu'au vol de bétail.
- **La médiation de garanties de sécurité pour l'action humanitaire** : en RCA, HD a négocié des garanties de sécurité avec l'en-

semble des groupes armés et les forces armées étatiques ayant permis l'organisation de campagnes de vaccination nationales.

- **La facilitation de processus de dialogue** : suite à une étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel menée par HD en 2015, l'organisation a été mandatée par les Etats du G5 Sahel pour diriger un dialogue entre organisations de jeunesse et institutions étatiques afin d'alimenter les politiques nationales et régionales de promotion de la jeunesse. HD anime en outre un dialogue entre représentants des divers courants de l'Islam au Mali pour faciliter leur implication en faveur de la stabilisation du pays.
- **Le soutien à la mise en œuvre des accords de paix** : HD est régulièrement mandaté par les gouvernements et autorités locales pour fournir conseil et assistance dans la mise en œuvre d'accords de paix. HD a notamment développé une expertise reconnue en matière de réintégration des combattants, de justice transitionnelle et de réconciliation au Burundi, en RCA, au Mali et au Niger.

Contextes multiformes, méthodologie unique

Chaque médiation est différente, mais gouvernée selon trois principes méthodologiques intangibles :

- **HD agit exclusivement sur mandat des parties et respecte l'architecture de médiation officielle.** L'organisation s'assure du consensus de l'ensemble des parties quant à son action, mais protège son indépendance en se réservant le droit de se retirer de la médiation. HD adhère par ailleurs aux Directives des Nations Unies pour une médiation efficace.
- **HD accompagne les parties sur toute la durée du processus de résolution des conflits**, des contacts initiaux à la mise en œuvre des accords.

- HD ne se substitue pas aux parties dans la détermination des causes et des solutions de leurs différends, mais les assiste dans la détermination de leurs griefs, objectifs et lignes rouges respectifs. Si HD peut suggérer des voies de règlement des conflits, c'est aux parties qu'il appartient d'élaborer l'accord le plus adapté à leurs attentes. En outre HD s'appuie sur les us et coutumes locaux relatifs à la résolution des conflits.

Médiations inclusives, approche pluridisciplinaire

Une attention particulière est portée au caractère inclusif des médiations afin de veiller à n'exclure aucune partie ayant une influence sur la résolution du conflit, qu'elle soit politique, sociale, religieuse, ou identitaire. HD met également l'accent sur l'implication des femmes et des jeunes dans les processus de paix.

HD s'efforce en outre de travailler à trois échelons complémentaires : **local** pour s'assurer de la pertinence des accords négociés, de l'implication des communautés dans les débats et du succès de la mise en œuvre des textes ; **national** en impliquant gouvernements et groupes d'opposition civils ou armés ; **international** afin de garantir le soutien des Etats et organisations interétatiques impliqués dans les processus de paix.

HD privilégie une **approche pluridisciplinaire de la résolution de conflits.** En appréhendant les crises sous leurs angles historiques, politiques, sociaux, culturels, économiques et religieux, HD amène les parties à centrer leurs efforts de négociation sur les racines plutôt que sur les symptômes de leurs différends.

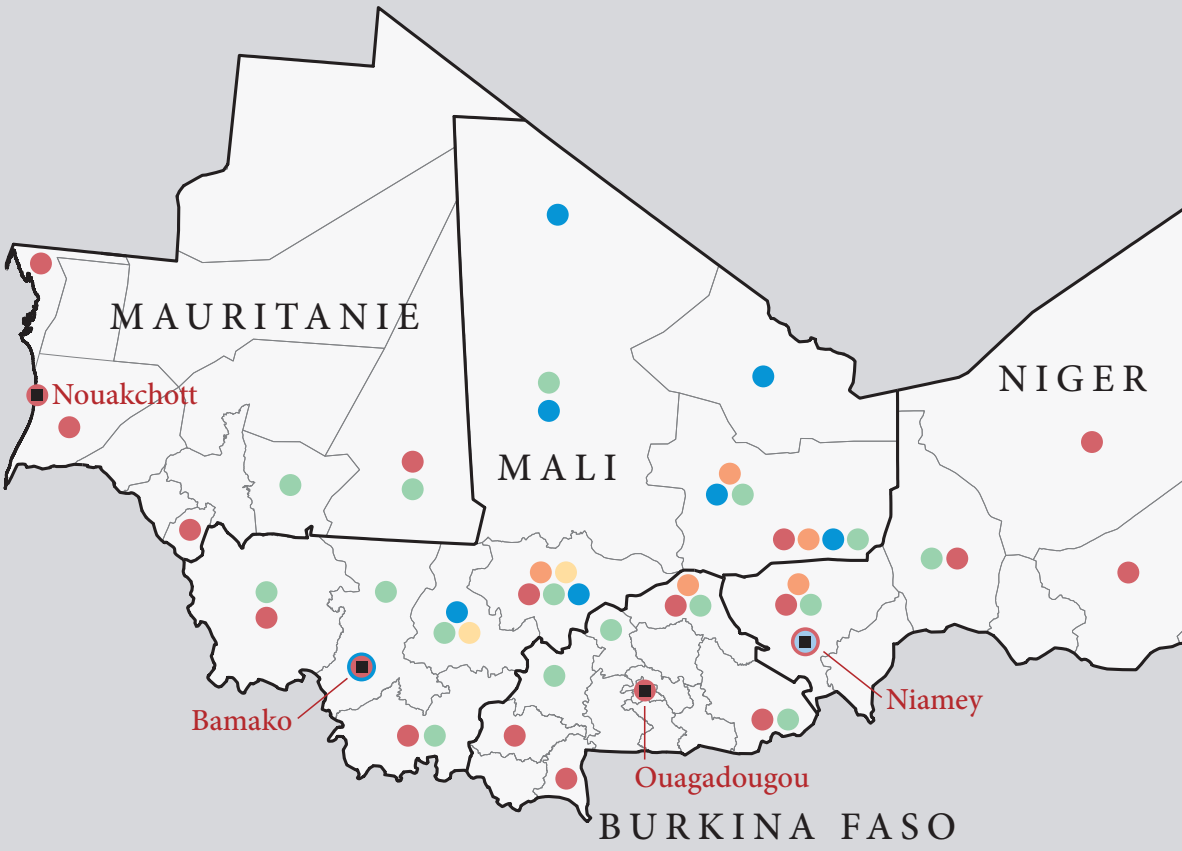
Projets de médiation en Afrique francophone

Ancrage local, expertise internationale

Depuis ses bureaux de Bamako, Dakar, Diffa, Bangui et Nairobi, HD opère dans une dizaine de pays d'Afrique francophone. Son équipe est constituée d'une part de ses **médiateurs résidents**, exclusivement africains et disposant de réseaux exhaustifs, et d'autre part de son **groupe international de conseillers thématiques** sur les grands enjeux de la résolution de conflit : justice transitionnelle, réintégration des combattants, inclusion de la société civile dans les processus de paix, Islam politique, histoire politique africaine, modèles de gouvernance et programmes de relance économique. Acteur de proximité, HD garantit ainsi la cohérence de son action et la qualité de ses services.

Les communautés, clé de voûte de l'architecture de médiation au Sahel

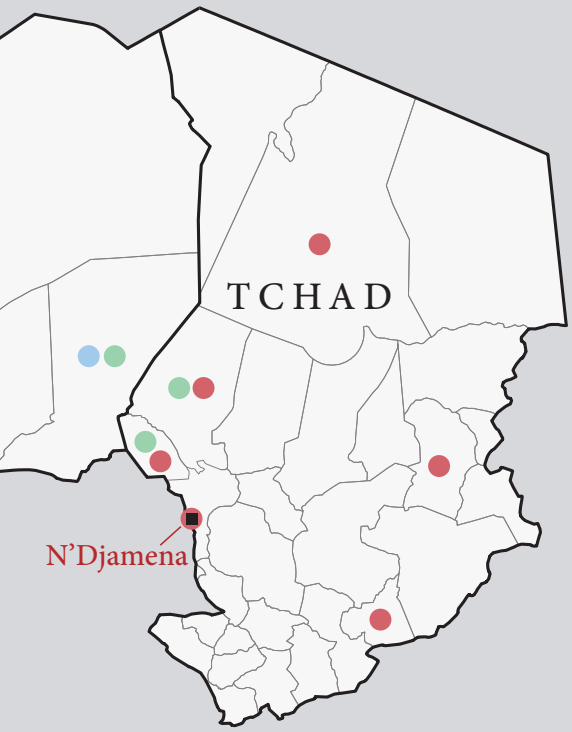
Si le Sahel est épargné par les conflits internationaux, une multitude de foyers de violence fragilise les Etats de la région. La raréfaction des ressources naturelles, l'explosion démographique, la marginalisation des communautés rurales, la corruption et les inégalités sont autant de facteurs à l'origine de vives tensions entre villes et campagnes, jeunes et ainés, riches et pauvres, agriculteurs et éleveurs. Les modèles de gouvernance eux-mêmes sont de plus en plus contestés, d'aucuns appelant à des réformes radicales. La décomposition de la Libye a achevé de déstabiliser les Etats du Sahel, engendrant la rébellion au nord du Mali en 2012 et favorisant la prolifération du trafic d'armes légères, des groupes armés et du crime organisé. La dégradation des conditions de sécurité dans les zones rurales a amené les communautés à constituer des milices d'auto-défense peu encadrées, dont les actions ont engendré une série d'attaques et d'actes de vengeance indiscriminés. Survenues tout d'abord au Centre du Mali, les violences intercommunautaires se sont étendues au Niger et



au Burkina Faso voisins. Isolées dans l'immensité du territoire, les communautés rurales sont à la fois les victimes et les auteurs des violences, et sont l'objet de toutes les convoitises. En même temps, ce sont elles qui détiennent la clé de la gestion des conflits, pour autant qu'elles soient activement associées aux processus de médiation.

Initialement engagé au Mali dans les efforts de médiation ayant abouti à l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015, le Centre pour le dialogue humanitaire a progressivement développé une stratégie de médiation de la crise au Sahel à tous les niveaux : politique, communautaire, religieux et social. Cette stratégie, consistant à recenser systématiquement les conflits, identifier leurs acteurs et offrir ses services de médiation, vise à régler les différends l'un après l'autre et à mettre en place des mécanismes endogènes durables de prévention et gestion des conflits. Des dizaines de conflits intercommunautaires, parfois transfrontaliers, ont ainsi fait l'objet d'accords de paix alors que plusieurs centaines de différends opposant éleveurs et agriculteurs ont été gérés par le vaste réseau de médiateurs communautaires du Centre pour le dialogue humanitaire. Celui-ci s'emploie également à renouer les fils du dialogue entre générations, entre dignitaires religieux, et entre appareils d'Etat et communautés. Si les accords locaux peuvent sembler modestes face à l'ampleur de la crise, leur multiplication est un facteur non-négligeable de stabilisation du Sahel alors que la mise en place de mécanismes permanents de médiation engendre une dynamique vertueuse de prévention et de gestion des conflits.

Processus de médiation & dialogue facilités par HD au Sahel



- **Médiation et appui au processus de paix au Mali**
  Kidal, Gao, Ménaka, Tombouctou, Taoudéni, Mopti et Ségou
- **Médiation du redéploiement de l'Etat au Mali**
  Mopti et Ségou
- **Médiation intercommunautaire à Diffa**
  Diffa et Niamey
- **Médiation trois frontières**
  Burkina Faso : Sahel
  Mali : Gao, Ménaka et Mopti
  Niger : Tillabéry
- **Médiation agro-pastorale au Sahel**
  Burkina Faso : Boucle du Mouhoun, Nord, Est et Sahel
  Mali : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka
  Mauritanie : Hodh El Chargui et Hodh El Garbi
  Niger : Tillabéry, Tahoua et Diffa
  Tchad : Kanem et Lac
- **Dialogue jeunesse au Sahel**
  Burkina Faso : Sahel, Haut Bassins, Est, Sud-Ouest et Ouagadougou
  Mali : Kayes, Sikasso, Mopti, Ménaka et Bamako
  Mauritanie : Hodh El Chargui, Tarza, Guidimakha, Darkhlet Nouadhibou et Nouakchott
  Niger : Zinder, Tillabéry, Agadez, Tahoua et Niamey
  Tchad : Borkou, Moyen Chari, Kanem, Lac, Ouaddaï et N'Djamena.

Médiation et appui au processus de paix – Mali

« Nous sommes épuisés par ce conflit, et nous les femmes, nous sommes les plus touchées. Chaque homme tué est un fils ou un mari ; le lot de veuves ne fait qu'augmenter. »

— Une femme de Macina, région de Ségou, Mali

Processus de paix et conflits périphériques

Suite à la rébellion touareg au Nord du Mali en 2012, et au coup d'Etat consécutif sur fond de pression djihadiste au Nord et au Centre du pays, le processus de paix initié en 2014, et conduit par l'Algérie, a abouti en juin 2015 à la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. S'il constitue une feuille de route solide pour rétablir la paix dans le pays, les trois parties signataires (le Gouvernement, la Coordination des mouvements de l'Azawad – CMA, et l'Alliance de groupes armés maliens pro-gouvernementaux – Plateforme) n'en n'ont pas la même compréhension et l'ont perçu comme étant imposé par la communauté internationale. En outre, les négociations, menées principalement à huis clos, ont fait l'impasse sur les enjeux communautaires et religieux qui nourrissent pourtant l'instabilité au Mali. Quatre ans après la conclusion de l'Accord, le processus de paix reste confronté à d'importants défis. Bien que les parties ne l'aient jamais remis en cause, de fréquentes violations du cessez-le-feu sont enregistrées en raison des changements d'alliances et de positionnement des parties. Depuis 2017, et en dépit de la présence des forces armées nationales et internationales dans le pays, le conflit s'est encore intensifié et s'étend désormais du nord au centre du Mali. Cette escalade de la violence résulte d'une part de la pression djihadiste, et d'autre part du nombre croissant d'affrontements intercommunautaires.

Médiations en complément du processus de paix

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) soutient, sur mandat de l'Etat malien, les efforts de paix nationaux et internationaux au Mali depuis 2011. Son action actuelle consiste notamment à :

- Appuyer les signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali dans sa mise en œuvre par la médiation entre eux sur les points d'achoppements. HD facilite également le dialogue entre les parties signataires et les communautés au profit d'une mise en œuvre inclusive de l'Accord.
- Faciliter un dialogue intra religieux à Gao, Tombouctou, Ménaka, Taoudéni et Mopti visant à apaiser les tensions entre les différentes branches de l'Islam et à renforcer l'engagement des acteurs religieux dans la prévention et la gestion des conflits locaux. A cette fin, HD soutient un réseau de 35 acteurs religieux dans chaque région.
- Faciliter des médiations intercommunautaires de conflits locaux susceptibles d'alimenter le conflit et l'insécurité à l'échelle nationale.

Résultats

- Médiation de la mise en place d'autorités intérimaires à Tombouctou et à Gao, telles que prévues par l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.
- Médiation de 16 conflits intercommunautaires par HD avec l'implication d'acteurs religieux locaux depuis 2018.

Zones d'intervention

Bamako et sept régions du Nord et du Centre du Mali bénéficient de ces efforts de médiation : régions de Kidal, Gao, Ménaka, Tombouctou, Taoudéni, Mopti et Ségou.

HD remercie le Royaume du Danemark pour son soutien à ce projet depuis 2011.

Médiation du redéploiement de l'Etat dans les régions de Mopti et Ségou – Mali

« Avant sur le chemin, lorsqu'on voyait quelqu'un venir, on était content de le rencontrer. Mais aujourd'hui, c'est le contraire, on a peur car on ne sait plus qui est qui. »

— Un jeune de Mougna, région de Mopti, Mali

Centre du Mali : un conflit longtemps ignoré

Alors que l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de juin 2015 mettait un terme officiel au conflit Nord-Sud, une multitude de conflits éclataient au Centre du pays dans les régions de Mopti et Ségou. Harcelée par les groupes djihadistes et faiblement protégée par les forces de défense et de sécurité, l'administration publique malienne a progressivement déserté une grande partie de la région du Centre. Comme c'est généralement le cas dans les conflits asymétriques, une « sale guerre » s'est ensuivie, les forces de défense et de sécurité comme les groupes djihadistes s'en prenant aux communautés soupçonnées de soutenir l'ennemi. Prises entre le marteau et l'enclume, les communautés ont constitué des groupes d'autodéfense et scellé des alliances avec des groupes armés d'obédience gouvernementale comme djihadiste. Certains jeunes issus des communautés ont également rejoint les groupes armés. Alerté par l'émergence d'un nouveau conflit, le gouvernement a élaboré un ambitieux plan de stabilisation visant à pacifier la région en réinstaurant la présence de l'Etat.

Rétablir la confiance par la médiation

Conscient que le succès de la mise en œuvre de ce plan de stabilisation dépend largement de l'adhésion des communautés concernées, le gouvernement du Mali a mandaté le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) comme intermédiaire neutre. Sur la base de son expérience, HD a recommandé l'établissement d'un mécanisme permanent de dialogue entre les communautés et les autorités, en amont et à l'aval du redéploiement des services publics dans la région. Ce mécanisme a pour objectif de faciliter une série de négociations afin que ce redéploiement réponde aux priorités identifiées par les communautés et qu'il évite en outre de les exposer à des actes de représailles. À terme, ce mécanisme est également destiné à offrir un espace de médiation des différends entre le gouvernement et les citoyens relatif au comportement des représentants de l'Etat.

Dans le cadre de cette initiative, 210 leaders ont été identifiés par les communautés pour représenter leurs intérêts auprès des autorités publiques. Des réunions de médiation périodiques permettent de :

- Croiser la lecture respective des parties quant aux enjeux sécuritaires ;
- Passer en revue les objectifs et contraintes respectifs des parties ;
- Elaborer de manière consensuelle et continue le calendrier de déploiement de l'Etat, et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
- Mettre en place un mécanisme de prévention et de gestion des tensions, conflits et incidents opposant l'Etat et les communautés.

Résultat

Mise en place d'un mécanisme de dialogue structuré auquel les communautés et les autorités ont confiance et par lequel elles initient des négociations pour le redéploiement de l'Etat dans les régions de Mopti et de Ségou.

Zones d'intervention

Sept cercles administratifs bénéficient de ces cadres de dialogue :

- Cercles de Mopti, Djenne, Tenenkou, Youwarou et Koro dans la région de Mopti ;
- Cercles de Macina et Ségou dans la région de Ségou.

HD remercie l'Union européenne pour son soutien à ce projet depuis 2018.

Médiation intercommunautaire à Diffa – Niger

« Dans cette crise, tout le monde est victime. Et aujourd'hui nous sommes épuisés. »

— Un membre d'un Comité Communal de paix, région de Diffa, Niger

Diffa : du conflit à la réconciliation

Depuis 2015, le conflit qui oppose Boko Haram aux Etats du Niger, du Nigeria, du Tchad et du Cameroun, et les opérations militaires menées en réponse aux attaques du groupe djihadiste, ont provoqué l'évacuation des îles du lac Tchad et des terres fertiles de la Komadougou, soit le déplacement de 250'000 personnes dans la région de Diffa. Il en est résulté une concentration croissante d'habitants dans certaines communes et l'impossibilité pour ces populations déplacées d'exploiter leurs terres agricoles et pastorales. En conséquence, le nombre de conflits communautaires liés au partage des ressources naturelles disponibles est en forte augmentation. L'accès aux points d'eau, aux zones de pâturage ou aux terres agricoles est en effet d'autant plus crucial que la perturbation de l'activité économique dans la région réduit les moyens de subsistance. A cette situation s'ajoute les tensions de plus en plus grandes entre communautés d'accueil et populations réfugiées ou déplacées dont la coexistence s'installe désormais dans le temps. Outre la forte perturbation des activités économiques, l'amenuisement des ressources naturelles et l'augmentation du banditisme, le ralliement d'une partie de la jeunesse de Diffa à Boko Haram a fortement fragilisé la cohabitation intercommunautaire.

Prévention et résolution des conflits intercommunautaires

En mai 2017, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) a été mandaté par la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP) du Niger pour appuyer les efforts de cette dernière dans le cadre de son Plan national de sortie de crise pour la région de Diffa. À cette fin, HD facilite actuellement la médiation de conflits intercommunautaires, principalement liés à l'accès aux ressources naturelles. L'organisation appuie pour cela 12 Comités communaux de paix (CCP) de la région de Diffa, mis en place par la HACP en 2015 pour assurer la cohésion au sein des communautés par la prévention et la gestion des conflits.

Résultats

- Médiation d'un accord de prévention de conflit entre les communautés peulh et arabe mahamid des communes de Foulatari, N'guelbeli, Goudoumaria et Mainé Soroa en décembre 2018.
- Médiation d'un engagement entre 18 chefs traditionnels pour la prévention des conflits communautaires le long de la rivière Komadougou, autour du bassin du lac Tchad et des cuvettes oasiennes de la région de Diffa.

Zones d'intervention

12 communes de la région de Diffa bénéficient de ces efforts de médiation : Diffa ville, Bosso, Maine Soroa, Chetimari, Goudoumaria, Foulatari, Nguelbeyli, Gueskerou, Kablewa, Toumour, Ngourti et Nguigmi.

HD remercie la France et l'Union européenne pour leur soutien à ce projet depuis 2017.

Médiation dans la région des trois frontières – Mali, Burkina Faso & Niger

« Je connais des jeunes qui aimeraient déposer les armes mais n'osent pas le faire. Ils ont peur des représailles et de l'accueil des autorités. »

— Un leader religieux du cercle de Djenné, région de Mopti, Mali

Canada

Absence des Etats et défense armée des intérêts communautaires

Le soutien à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé en 2015, nécessite aujourd'hui de prendre en compte la dimension sous-régionale de la crise. En effet, plusieurs groupes armés circulent le long de la bande frontalière poreuse qui sépare le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Apparus à la faveur du conflit malien de 2012, ces groupes armés revendiquent, selon les cas, des liens avec les groupes armés signataires de l'Accord de paix ou des groupes armés djihadistes, ou encore une légitimité communautaire justifiant leur opposition aux Etats. En raison de la fragilité de ces derniers et de leurs armées, ainsi que de la présence limitée des services publics dans les zones frontalières, les autorités nationales ne parviennent pas à contenir la violence armée et à répondre aux préoccupations des communautés. Alors que le tissu social s'est passablement dégradé depuis la dernière crise malienne, les groupes armés nourrissent les conflits inter- et intra-communautaires afin de défendre les intérêts de leurs communautés respectives et d'assurer leur propre survie. Afin d'identifier des réponses négociées et durables aux tensions qui affectent cette région, des mécanismes de dialogue et de médiation doivent être mises en place.

Médiation tripartite

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) a été mandaté par les autorités nationales du Mali, du Niger et du Burkina Faso pour réduire les foyers de conflictualité dans les régions frontalières. Ainsi, depuis août 2017, l'organisation :

- Appuie les Etats dans l'ouverture de canaux de dialogue avec, d'une part, les groupes armés non-djihadistes et non-signataires de l'Accord pour la paix au Mali et, d'autre part, les communautés porteuses de frustrations, afin qu'elles expriment leurs griefs et leurs objectifs. HD a ainsi identifié, et soutient, des acteurs communautaires légitimes pour faire la navette entre les parties.
- Facilite, à la demande des parties, des processus de négociation politique en vue de conclure des accords de cessation des hostilités entre groupes armés et Etats ou des accords de paix entre communautés soutenues par les autorités.
- Facilite un dialogue interétatique afin que les efforts de gestion des conflits dans les régions frontalières par le dialogue et la médiation soient complémentaires.

Résultats

- Après sécurisation du processus de négociation auprès des groupes d'auto-défense, médiation d'un accord de paix entre les communautés peulh et dogon du cercle de Koro, Mali, en août 2018.
- Médiation d'un accord de paix entre les communautés peulh, dogon et dafing de la commune de Ouenkoro dans le cercle de Bankass, Mali, en août 2019.
- Médiation d'un accord de paix entre les communautés dafing, samogo, peulh, dogon et bozo de la commune de Baye dans le cercle de Bankass, Mali, en septembre 2019.

Zones d'intervention

Cinq régions frontalières bénéficient de ces efforts de médiation :

- Mali : régions de Mopti, de Gao et de Ménaka ;
- Niger : région de Tillabéry ;
- Burkina Faso : région du Sahel.

HD remercie le Canada pour son soutien à ce projet depuis 2017.

Médiation agro-pastorale au Sahel

« Au-delà de l'engagement efficace des leaders dans la résolution des conflits communautaires, dont nous sommes témoins chaque jour, les communautés pastorales comprennent mieux leurs droits et leurs devoirs. On prévient ainsi de nouveaux conflits. »

— Un représentant du gouvernorat de Gao, région de Gao, Mali

Une lutte pour la survie

Au Sahel, les communautés pastorales et agricoles vivent de l'exploitation des ressources naturelles qu'elles partagent. Leur mode de vie est aujourd'hui menacé par la raréfaction des ressources naturelles due à la pression démographique, à la désertification et à l'insécurité. La survie des agriculteurs est ainsi dépendante de leur accès, de plus en plus compromis, aux terres cultivables. Quant aux pasteurs, leur capacité à se déplacer pour nourrir leurs troupeaux, de manière saisonnière ou au gré de la disponibilité des ressources naturelles, est primordiale. Mais la résurgence des conflits armés dans la bande sahélienne crée de l'insécurité, provoque la fermeture des frontières et entraine une perturbation des cycles de transhumance. Additionné aux stratégies de développement favorisant l'agriculture et à des services sociaux non adaptés à leur mode de vie, les communautés pastorales sont livrées à elles-mêmes. C'est dans ce contexte que la compétition opposant agriculteurs, pêcheurs et éleveurs sédentarisés aux communautés pastorales pour l'accès aux points d'eau et aux pâturages s'est politisée par le jeu d'alliances avec des groupes armés rivaux présents à travers la région sahélienne.

Soutien à un réseau transfrontalier de médiateurs communautaires

Face au risque de militarisation croissante des conflits agro-pastoraux, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) a entrepris en 2015, sur mandat des Etats malien, nigérien et burkinabé, une initiative de médiation entre communautés nomades et sédentaires dans la zone des trois frontières. Cette initiative a depuis été étendue à la Mauritanie et au Tchad en appui au plan d'investissement prioritaire du G5 Sahel dans les régions pastorales. Au travers de ce projet, HD :

- Appuie plus d'un millier de leaders communautaires, répartis en réseaux à travers près de 120 communes frontalières, dans leurs efforts de médiation de conflits d'accès aux ressources naturelles.
- Facilite la médiation de conflits d'accès aux ressources naturelles dont les enjeux, désormais politiques, dépassent les capacités des médiateurs communautaires. HD s'appuie pour ce faire sur sa connaissance du terrain ainsi que ses réseaux auprès des autorités nationales et des groupes armés.
- Facilite un dialogue sur les enjeux agro-pastoraux entre les communautés agro-pastorales et les autorités concernées, aux niveaux local, national et régional, au profit d'une gestion concertée des ressources naturelles et de la lutte contre le vol de bétail.

Résultat entre 2015 et 2018

Médiation de près de 300 conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et au vol de bétail dans la région frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Zones d'intervention

19 régions frontalières bénéficient de ces efforts de médiation :

- Mauritanie : wilayas du Hodh El Chargui et du Hodh El Garbi ;
- Mali : régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka ;
- Burkina Faso : régions de la Boucle du Mouhoun, Nord, Est et Sahel ;
- Niger : régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa ;
- Tchad : provinces du Kanem et du Lac.

HD remercie le Royaume du Danemark pour son soutien à ce projet depuis 2014 et l'Union européenne depuis 2019.

La voix des jeunes du Sahel — Dialogue entre organisations de jeunesse et institutions

« Les jeunes rejettent toute la faute sur les autorités. Mais qu'en est-il de leur responsabilité ? »

— Un représentant des autorités du Tchad

Problématique stratégique, solutions structurelles

Quelques 50 millions de jeunes de moins de 30 ans vivent aujourd'hui dans les pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie). Ils représentent à eux seuls près de 65% de la population. Or les perspectives d'avenir de cette jeunesse sont limitées : faible niveau d'éducation en raison d'un système scolaire engorgé par l'explosion démographique, liberté de circulation entravée par l'insécurité, marché du travail atone et paupérisation rampante. Le fossé générationnel engendré par le contraste entre globalisation de la jeunesse d'un côté, et conservatisme des anciens de l'autre, menace en outre la cohésion sociale et politique au Sahel. A cela s'ajoute un sentiment d'exclusion des processus décisionnels politiques. L'ensemble de ces facteurs inhibent l'épanouissement de cette génération tout en accroissant leur attrait pour la violence, le crime organisé et la migration. Reste l'action associative et politique qui nécessite néanmoins que les organisations de jeunesse renforcent leurs capacités à formuler leurs griefs et à exprimer leurs besoins de manière participative.

Faire remonter l'information, casser les silos

En réponse à ces problématiques et à la demande des pays du G5 Sahel, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) contribue depuis 2017 à structurer un dialogue entre plus de 1'000 organisations de jeunesse et institutions étatiques au Sahel dans le but de favoriser l'implication de la jeunesse dans les processus de décision aux niveaux local, national et régional. Les espaces de dialogue sont structurés autour des thèmes de la formation académique et professionnelle, de l'accès au marché du travail, de la participation citoyenne des jeunes, de la tentation de la migration et du phénomène de la radicalisation religieuse. Les débats se tiennent successivement à quatre niveaux :

- entre associations de jeunesse au niveau local et national ;
- entre ces associations et leurs autorités locales traditionnelles, civiles et religieuses ;
- entre ministères impliqués dans la gestion des politiques en faveur la jeunesse ;
- entre les délégués des associations de jeunesse et leurs gouvernements.

Les conclusions et recommandations de ces divers dialogues alimentent à leur tour le processus d'élaboration d'une Stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel. Enfin le projet est également destiné à nourrir le dialogue entre les gouvernements sahéliens et leurs partenaires internationaux au sujet des programmes de coopération en faveur de la jeunesse.

Résultat

Facilitation des négociations entre les autorités et les organisations de jeunesse en vue de l'adaptation de politiques nationales en faveur de la jeunesse dans les pays du G5 Sahel.

Zones d'intervention

Cinq régions par pays du G5 Sahel sont parties prenantes au dialogue :

- Mauritanie : wilayas du Hodh El Chargui, Tarza, Guidimakha, Darkhlet Nouadhibou et Nouakchott ;
- Mali : régions de Kayes, Sikasso, Mopti, Ménaka et Bamako ;
- Burkina Faso : régions de Sahel, Haut Bassins, Est, Sud-Ouest et Ouagadougou ;
- Niger : régions de Zinder, Tillabéry, Agadez, Tahoua et Niamey ;
- Tchad : provinces de Moyen Chari, Kanem, Lac, Ouaddaï, Borkou et Ndjamena.

HD remercie l'Union européenne et le Royaume du Danemark pour leur soutien à ce projet depuis 2017.

Médiation entre Gouvernement du Cameroun et indépendantistes anglophones

Canada

Le Cameroun en proie à un conflit indépendantiste

Outre le conflit qui l'oppose aux groupes armés djihadistes au Nord, le Cameroun fait face à une rébellion sécessionniste des zones anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Constituées des ex-territoires coloniaux des British Southern Cameroons, ces régions sont le théâtre d'un conflit armé entre forces gouvernementales et groupes armés indépendantistes. Ceux-ci revendiquent une sécession du Cameroun pour créer un Etat indépendant dénommé l'« Ambazonie ». Bien que le combat politique des anglophones date de leur rattachement au Cameroun, en 1961, sa dégénérescence en lutte armée est relativement récente. La répression brutale de manifestations d'enseignants et d'avocats anglophones a en effet amené une multitude de groupuscules communautaires à prendre les armes contre les forces de sécurité en 2017. Deux ans plus tard, on dénombre plus de 50 groupes armés soutenus par une dizaine d'organisations politiques de la diaspora, plusieurs milliers de morts, 500'000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et des dizaines de milliers de réfugiés dans les pays voisins. Le Président Paul Biya, prenant acte de l'ampleur de la crise, a mené à bien un dialogue national en septembre 2019. Boycottée par les séparatistes, cette initiative n'a pas mis fin au conflit armé malgré l'annonce de l'octroi d'un « statut spécial » aux régions anglophones et la libération de certains détenus de sécurité.

Engager des pourparlers entre gouvernement et indépendantistes

En parallèle, le gouvernement camerounais et la majeur-partie des groupes séparatistes ont mandaté la Suisse, en qualité d'intermédiaire neutre, afin d'engager des négociations directes entre les parties. La diplomatie suisse a à son tour sollicité le soutien du Centre pour le dialogue humanitaire (HD) pour établir des canaux de communication avec les mouvements indépendantistes et apporter son expertise en matière de soutien à des processus de paix. L'objectif du partenariat Suisse/HD est de mettre fin à la violence par une solution politique consensuelle répondant aux griefs des parties, tout en définissant un modus vivendi assurant une coexistence pacifique durable.

Etant donné la nature multipolaire et fragmentée des mouvements indépendantistes et des groupes armés, HD a concentré ses efforts sur la création d'une plateforme politique permettant d'envisager une négociation productive avec le gouvernement du Cameroun. La création de l'Ambazonia Coalition Team (ACT) à Montreux, en septembre 2019, réunissant dix groupes indépendantistes, a couronné de longs mois de pourparlers. La coalition a fait savoir qu'elle était disposée à entrer en négociations directes avec le gouvernement du Cameroun et a appelé l'ensemble des organisations indépendantistes à rejoindre le processus. Le processus suisse bénéficie d'un soutien appréciable de la communauté internationale, y compris des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Union africaine, lequel est essentiel à son succès.

Toutefois, dans un environnement fortement polarisé, la nomination de négociateurs par les parties, l'élaboration de stratégies de négociation orientées vers un accord politique, ainsi que l'adoption de mesures de confiance et d'accords partiels demeurent un défi tant pour les parties que pour les médiateurs. HD demeure engagé auprès de la Suisse et des parties pour contribuer à mettre fin à un conflit dont les conséquences humanitaires sont dévastatrices.

HD remercie le Canada et la Suisse pour leur soutien à ce projet depuis 2019.

Médiation et appui au processus de paix – Centrafrique

« Que les 14 groupes armés se donnent enfin la main pour esquisser une voie de sortie à la crise interminable qui secoue notre pays est une véritable lueur d'espoir pour les populations. Même si nous savons qu'un long chemin reste à parcourir pour voir l'APPR-RCA mis en œuvre. »

— Un leader religieux de la région de Bria

Un Etat éminemment fragile

La République centrafricaine (RCA) est en proie à une instabilité chronique depuis son indépendance en 1960. La grave crise qui a éclaté en 2012 a menacé de provoquer la scission du pays, et a été caractérisée par des violences à caractère confessionnel qui ont causé des milliers de morts et le déplacement de plus d'un million de civils. En dépit de l'appui des forces de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies (MINUSCA), l'Etat centrafricain peine à étendre son autorité au-delà de la capitale de Bangui, et les groupes armés contrôlent toujours une majeure partie du territoire. Le gouvernement a signé un Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA) avec 14 groupes armés le 6 février 2019, dans le cadre duquel les groupes se sont engagés à cesser les violences en échange de l'inclusion de leurs représentants dans les institutions de la République. Les parties se sont également entendues sur les paramètres d'un processus de justice et de réconciliation, la mise sur pied d'unités mixtes de sécurité et la participation à un processus de démobilisation et réintégration des combattants irréguliers. Néanmoins la fragmentation progressive des parties nécessite un mécanisme de dialogue constant pour faciliter la mise en œuvre de l'APPR-RCA.

Dialogue et médiation à tous les échelons

Présent en RCA depuis 2007, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) contribue aux processus nationaux de paix et de réconciliation par le biais du dialogue et de la médiation. L'organisation a été l'une des chevilles ouvrières du dialogue politique inclusif de 2008 et du Forum National de Bangui de 2015, qui a mené à l'adoption du Pacte Républicain pour la paix, la reconstruction et la réconciliation nationale et ouvert la voie vers l'Accord sur les principes de DDRR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement) signé en mai 2015. HD a également accompagné l'organisation des élections générales de 2015-2016. Depuis, l'organisation met son expertise au service de la mise en place d'un dialogue politique entre le gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés qui mettent à mal son autorité.

Les principaux objectifs de l'organisation sont de :

- Conseiller les Parties signataires de l'APPR-RCA et contribuer à son succès au profit d'une plus grande stabilité du pays ;
- Soutenir et accompagner le processus de justice transitionnelle en encourageant son articulation avec le processus de DDRR ;
- Faciliter la médiation d'accords locaux de paix et de gestion apaisée des ressources naturelles entre communautés, et négocier des garanties d'accès humanitaires avec les groupes armés.

Résultats

- Appui à la médiation de l'Union africaine en faveur de l'Accord de paix (APPR-RCA).
- Médiation entre 2017 et 2019 de cinq accords locaux impliquant différents groupes armés et/ou communautés et contribuant à la cessation des violences, la libre circulation des personnes et la reprise des activités, notamment agro-pastorales.
- Négociation d'accès humanitaires et de garanties de sécurité auprès des groupes armés ayant permis des campagnes de vaccination sur la majeure partie du territoire.

HD remercie l'Union européenne pour son soutien à ce projet depuis 2014.

Médiation et appui au processus de paix en Casamance – Sénégal

« L'accalmie qui prévaut en Casamance ne signifie pas la fin du conflit. Il est crucial que les parties puissent se retrouver autour d'une table de négociation afin de définir les contours d'un règlement après plus de 30 ans de conflit. »

— Un historien de Ziguinchor en Casamance, Sénégal

Le conflit le plus ancien d'Afrique

La Casamance est une région du Sénégal séparée du reste du pays par la Gambie. Cette séparation physique a fait naître un sentiment de marginalisation politique et économique qui a alimenté, dès les années 1980, une rébellion séparatiste menée par le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC). Le conflit a aujourd'hui perdu en intensité mais n'a toujours pas été résolu malgré une succession de processus de paix. En raison de désaccords internes, le MFDC s'est progressivement scindé en quatre factions, compromettant la poursuite des efforts de paix. Dès son élection en mars 2012, le Président Macky Sall a tendu la main aux rebelles casamançais, initiant un dialogue avec le front Nord du MFDC avec le soutien de la Communauté de Sant'Egidio. Le gouvernement a par ailleurs mandaté le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) afin de relancer les négociations interrompues en 2015 avec les trois Fronts Sud du mouvement. Si ce conflit est largement oublié, il est important qu'un accord de paix permette le retour des rebelles à la vie civile et la normalisation définitive de la vie quotidienne des casamançais, et réponde aux griefs qui les ont amenés à prendre les armes. Un processus de réconciliation devra également être négocié afin de guérir les plaies du passé et de prévenir la résurgence de la violence.

Cimenter le processus de négociation

Depuis 2014, HD œuvre à l'instauration des conditions nécessaires à la poursuite de négociations politiques entre le gouvernement et les trois Fronts Sud du MFDC. Ayant établi des contacts avec l'ensemble des parties au conflit et des acteurs ayant une influence sur ce dernier (Etat, groupes armés, diaspora, société civile), HD concentre ses efforts sur l'établissement d'une plateforme de négociation inclusive et légitime permettant aux trois Fronts Sud d'élaborer une stratégie de négociation cohérente. En particulier, HD a pour objectifs de :

- Promouvoir la mise en place d'un dialogue politique inclusif entre les parties. Pour ce faire, l'organisation encourage l'implication de tous les acteurs ayant une influence sur le conflit afin que les solutions proposées soient acceptées par tous ;
- Appuyer les négociations entre l'Etat sénégalais et les trois Fronts Sud du MFDC en amont et à l'aval de la médiation officielle afin de renforcer cette dernière. Pour ce faire, HD soutient les parties au conflit dans la détermination de leurs griefs, revendications et lignes rouges.

HD remercie l'Union européenne pour son soutien à ce projet depuis 2014.

www.hdcentre.org/fr/